Représentations territoriales et construction identitaire autochtone autour d'un conflit minier au Pérou

Maud Yvinec

▶ **To cite this version:**

Maud Yvinec. Représentations territoriales et construction identitaire autochtone autour d'un conflit minier au Pérou. CIST2018 - Représenter les territoires / Representing territories, Collège international des sciences territoriales (CIST), Mar 2018, Rouen, France. pp.35-38. hal-01854421

HAL Id: hal-01854421
https://hal.science/hal-01854421

Submitted on 6 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Représentations territoriales et construction identitaire autochtone autour d'un conflit minier au Pérou

AUTEURE
Maud YVINEC

RÉSUMÉ
Cette communication propose d'analyser le discours public des populations locales dans le conflit minier – actif – de « Las Bambas » au Pérou. Ces populations sont des communautés paysannes andines qui, pour pouvoir réclamer le droit à la « consultation préalable » sur l'usage de l'espace, doivent revendiquer leur indianité. Depuis quelques années, différentes initiatives ont été prises, parfois en collaboration avec des ONG, pour faire entendre leur voix : élaboration d'une revue culturelle, réalisation de courts documentaires, création de sites internet et pages Facebook (sans compter l'organisation d'une marche vers la capitale)... autant de matériaux constituant des sources intéressantes pour examiner la façon dont se construit un récit territorial qui s'oppose au récit des défenseurs des politiques extractivistes et reconfigure la façon dont ces communautés se représentent elles-mêmes dans la société péruvienne. On peut, enfin, essayer d'évaluer l'impact de ce discours en observant sa diffusion dans les principaux médias régionaux et nationaux.

MOTS CLÉS
Conflits socio-environnementaux, discours, représentations sociales, communautés indigènes, Pérou

ABSTRACT
This talk aims to analyse the public discourse of local populations in the active mining conflict of "Las Bambas" in Peru. These populations are rural Andean communities that need to claim their "indianity" in order to be allowed to ask for their right to "prior consultation" on the use of space. Various initiatives have been taken these last few years, sometimes in collaboration with NGOs, to get their voices heard: creation of a cultural review, realisation of short documentaries, websites and Facebook pages (including the organisation of a protest march to the capital city). These events are interesting sources for one who wants to study how a territorial narrative gets built, in opposition to the narrative made up by the defenders of extractivist policies and re-shaping the Peruvian communities' self-representation. We can also try to estimate the impact of this discourse by studying its diffusion in the main regional and national media.

KEYWORDS
Socio-environmental conflicts, Discourse, Social representations, Native communities, Peru

INTRODUCTION

Au Pérou, où l'essor du modèle néo-extractiviste n'a pas vraiment réduit les inégalités sociales et peut représenter un danger écologique, les conflits socio-environnementaux sont particulièrement nombreux ; ils s'avèrent, pour une grande partie, liés à l'activité minière. Ces conflits autour des mines voient les populations locales s'opposer aux entreprises multinationales avec lesquelles l'État entretient une logique de compromis (Bos & Lavrard-Meyer, 2015).

Si, en 2011, une loi sur la consultation préalable des peuples autochtones a été votée par le président Ollanta Humala, en suivant les préceptes de la convention 169 de l'OIT[1], celle-ci n'est pas sans poser un certain nombre de problèmes (Vargas, 2016). D'une part, le gouvernement a tardé à reconnaître que les populations andines pouvaient être concernées, en ne considérant « indiens » que les peuples d'Amazonie ou « communautés natives », sous prétexte que les « communautés indigènes » des Andes ont officiellement pris le nom de « communautés paysannes » depuis 1969 – ce qui n'empêche nullement que dans la vie courante le serrano, c'est-à-dire habitant de la cordillère, soit toujours assimilé (de manière péjorative) à l'*indio* (Méndez, 2011). L'État a, d'autre part, mis plusieurs années avant de fournir une liste des communautés autorisées à demander la consultation, cette liste étant encore à ce jour non exhaustive.

Dans ce contexte, où prouver son indianité permet d'obtenir des droits sur l'usage de l'espace contre les projets extractifs – la condition d'indigène étant historiquement liée à la question de la terre (Salázar-Soler, 2016) –, se développent des discours autochtones, en partie promus par des ONG, construisant un « récit » territorial qui forge de nouvelles identités sociales fondées sur l'ethnicité, dans le but d'obtenir une nouvelle considération au sein la nation péruvienne.

Nous voudrions ainsi analyser la façon dont le discours sur le territoire élaboré autour d'un conflit peut reconfigurer des représentations sociales.

Nous nous pencherons sur le cas de « Las Bambas », gigantesque mine de cuivre située dans le département andin d'Apurímac (centre-sud du Pérou). Le projet minier – le plus important du pays – a été entrepris en 2004 par l'entreprise Xstrata, qui a fusionné avec Glencore en 2013 ; il a ensuite été revendu au consortium MMG ltd en 2014, moment où des modifications ont été apportées concernant le transport du minerai et où l'étude d'impact environnemental a été modifiée sans consulter la population locale, ce qui a déclenché une série d'affrontements violents – le conflit restant ouvert actuellement. Parallèlement, des habitants de la province de Cotabambas où se trouve la mine ont, avec dans certains cas le soutien d'ONG, essayé de diffuser leur point de vue à travers des documentaires, une revue culturelle, des sites internet… autant de documents qui nous permettent de voir comment se construit le peuple « yanawara » en lutte pour la préservation d'un territoire.

Il s'agira d'une étude de discours empruntant à l'histoire des représentations (Chartier, 1998) et pouvant s'insérer dans certaines perspectives de l'écologie politique.

1. ANALYSE DES REPRÉSENTATIONS TERRITORIALES AUXQUELLES LA POPULATION LOCALE S'OPPOSE

Le discours des populations locales cherche d'abord à s'opposer aux discours des défenseurs des politiques extractivistes montrant que les ressources minières, comme les hydrocarbures, se situent sur le territoire de la « nation péruvienne » et non sur celui des seuls autochtones. Ces derniers sont supposés ne rien exploiter tout en empêchant d'autres de le faire. Il s'agit là des avatars du discours sur le « syndrome du chien du jardinier », texte de l'ancien président

1 La convention sur les droits des « peuples indigènes et tribaux » a été adoptée en 1989 par l'OIT puis ratifiée par la plupart des pays latino-américains, dont le Pérou. Le multiculturalisme est alors officiellement reconnu, mais ce n'est qu'en 2011, suite à un violent conflit en Amazonie, qu'est promulguée la loi de consultation préalable, censée appliquer un principe de la convention 169 qui prévoit la nécessaire consultation des populations autochtones lorsqu'une mesure ou un projet peut les affecter – notamment les projets concernant leurs territoires.

Alan García publié dans le cadre du conflit sanglant de Bagua en 2009 faisant référence au vieux proverbe espagnol « *el perro del hortelano no come ni deja comer* » (le chien du jardinier ne mange pas de salade mais empêche que d'autres viennent en manger). Les populations locales sont ainsi présentées comme un frein au développement du pays, ce qui fait écho à de vieilles représentations des XIX^{e} et XX^{e} siècles où les Indiens des Andes apparaissaient comme un obstacle au « progrès » (Mesclier, 2001). Dans la lignée de ce discours, les *antimineros* sont régulièrement présentés par les défenseurs de l'extractivisme comme des ennemis de la nation. C'est pourquoi certains vont jusqu'à les désigner comme des « terroristes », des « extrémistes » ou encore des « communistes » (ce qui en est souvent l'équivalent dans un pays encore marqué par le conflit civil armé qui a opposé les forces de l'ordre au Sentier lumineux dans les années 80).

Le discours des populations locales s'oppose par ailleurs aux discours tendant à montrer que les territoires andins ne sont pas des territoires autochtones car les « communautés paysannes » ne seraient pas composées de « vrais » Indiens (l'ancien président Humala ayant fait des déclarations très claires dans ce sens pour éviter que trop de communautés ne réclament la consultation préalable).

2. LES REPRÉSENTATIONS DU TERRITOIRE FORGÉES PAR LES POPULATIONS LOCALES DANS LE CONFLIT MINIER DE LAS BAMBAS

Dans les documents que nous avons réunis, nous observons que :

– Le discours des populations locales consiste à montrer qu'elles font « usage » de ressources, bien que ce ne soient pas les mêmes. En témoigne par exemple le documentaire *Mayunchis*, « Notre rivière » en quechua, qui illustre la façon dont la pénurie de truites due à la contamination de la mine prive les populations de nourriture. Le possessif *nchis*, « notre », prend par ailleurs tout son sens dans le conflit de territoire : « si, cela «nous» appartient », affirment les communautés andines de Cotabambas.

– Dans nombre de publications, notamment dans la revue culturelle *Qotapanpa* qui voit le jour en 2014, la mine est présentée comme un envers de l'El Dorado : elle n'est pas « le paradis » mais « l'Enfer » ; elle n'est pas associée à l'abondance mais à la destruction, la mort ; elle n'est pas ce qui offre ses fruits mais ce qui dévore tout (en témoignent des dessins et des poèmes publiés dans la revue)… Il s'agit encore une fois de prendre le contrepied des discours extractivistes, en s'appuyant également sur des représentations anciennes (les représentations des mines par les défenseurs des Indiens à l'époque coloniale). Il n'est d'ailleurs pas anodin que l'on insiste sur la « *codicia* », l'avarice, si violemment dénoncée dans la légende noire de l'Espagne.

– Il est par ailleurs intéressant d'observer la façon dont se forge un discours historique sur le territoire. Ainsi, de nombreux articles de cette même revue *Qotapanpa* reproduisent des textes d'historiens (de Garcilaso de la Vega à une historienne péruaniste actuelle) et d'explorateurs ou géographes des siècles passés (Antonio Raimondi, Mateo Paz Soldán). Cela permet d'ancrer historiquement les revendications des populations locales : elles montrent qu'il s'agit d'un territoire autochtone, c'est celui de leur « peuple » ou de leur « nation » (Chalhuahuacho, capitale du district du même nom dans la province de Cotabambas étant par exemple de plus en plus régulièrement appelée « *antigua capital de la nación Yanawara* »)… ce qui revient à construire une identité.

3. LA CONSTRUCTION D'UNE IDENTITÉ AUTOCHTONE À TRAVERS CES REPRÉSENTATIONS TERRITORIALES

Si le qualificatif *indígena* est encore largement perçu comme péjoratif à titre individuel dans les

Andes, les populations locales ont compris leur intérêt à se revendiquer comme *pueblos originarios* à titre collectif (Salázar-Soler, 2016). C'est dans cette logique que s'élabore le discours des communautés quechua affectées par la mine de las Bambas. Elles se définissent alors comme une « nation » au sens de « peuple » (la « nation Yanawara »), ce qui n'était pas le cas auparavant. Cela s'entend dans le contexte de promotion internationale du multiculturalisme depuis les années 90 et 2000, s'accompagnant parfois de la reconnaissance politique du « plurinationalisme » (comme c'est le cas en Bolivie, mais pas encore au Pérou). Le territoire de la province de Cotabambas est alors représenté comme l'espace correspondant à une « nation » indigène, celle des Yanawaras (de même que la province d'Espinar, dans la région de Cusco, est de plus en plus fréquemment représentée comme le territoire de la « nation K'ana »).

Cette « ré-indianisation » du territoire suppose une « ré-indianisation » des représentations sociales : elle implique la construction d'une identité, qui passe par « l'invention de traditions » pour reprendre l'expression d'Hobsbawm. C'est ainsi que peuvent se lire certains articles sur les « coutumes yanawaras » dans la revue *Qotapanpa* et sur le site internet créé par le maire de Chalhuahuacho.

Une image récurrente est celle d'un peuple toujours en lutte contre les « envahisseurs » étrangers, qu'il s'agisse des Incas (d'où l'apposition – erronée – dans certains discours – mais pas tous – de « chanka yanawara », les Chankas étant célèbres pour avoir valeureusement résisté aux Incas), des Espagnols… ou des entreprises minières.

4. L'IMPACT DE CE DISCOURS

L'impact du discours est mesurable en consultant les principaux médias régionaux et nationaux : alors que la « nation Yanawara » n'y figurait pas avant le conflit, on en parle maintenant régulièrement lors des manifestations de la population locale contre Las Bambas. C'est donc bien que cette population commence à occuper une nouvelle place dans le panorama socio-politique péruvien.

RÉFÉRENCES

Bos V., Lavrard-Meyer C., 2015, « Néo-extractivisme minier et question sociale au Pérou », *Cahiers des Amériques latines*, n° 78, p. 29-55.

Chartier R., 1998, *Au bord de la falaise, l'histoire entre certitudes et incertitudes*, Paris, Albin Michel.

Méndez C. 2011, « De indio a serrano: nociones de raza y geografía en el Perú », *Histórica*, 35(1), p. 53-102.

Mesclier É., 2001, « De la complementariedad a la voluntad de aplanar los Andes: representaciones de la naturaleza y pensamiento económico y político en el Perú del siglo XX », *Bulletin de l'IFEA*, 30(3), p. 541-562.

Salázar-Soler C., 2016, « La place de l'ethnicité dans les conflits socio-environnementaux dans les Andes du Pérou : XX^{e}-XXI^{e} siècles », *IDEAS*, n° 8 [en ligne : journals.openedition.org/ideas/1785 consulté le 19/01/18].

Vargas K. (dir.), 2016, *La implementación del derecho a la consulta previa. Aportes para el análisis y la garantía de los derechos colectivos de los pueblos indígenas*, Lima, Cooperación alemana.

L'AUTEURE

Maud Yvinec
Université Paris 1 – Prodig
maud.yvinec@univ-paris1.fr